

Le communisme vu d'ici ou la politique au sens plein

Isabelle Garo

DEPUIS QUELQUE TEMPS, le retour de la question communiste se présente avec l'insistance d'un fait. Mais de quel type de fait peut-il s'agir, alors que notre présent est celui de la victoire sans partage du capitalisme sous pilotage néolibéral et cela en situation même de crise ouverte ? C'est donc d'abord un gigantesque paradoxe que désigne aujourd'hui le terme, paradoxe qu'on peut décliner de deux façons.

On peut d'abord considérer que le communisme est un signifiant qui resurgit au moment même où son référent semble avoir disparu, moins défait par son adversaire qu'effondré sur lui-même. De ce fait, il est logique mais très problématique que son retour s'effectue avant tout sur le terrain de la théorie et tout particulièrement de la philosophie, sa pertinence politique demeurant très incertaine, au rebours de ce que fut pendant longtemps sa forte présence politique et sa moindre théorisation.

Mais à rebours, et selon un second angle, on peut le considérer comme le seul terme du vocabulaire politique contemporain qui puisse tracer une ligne de partage entre les diverses versions du ralliement au libéralisme d'un côté, et le projet d'un dépassement-abolition du capitalisme de l'autre. Réapparaissant en même temps que le capitalisme lui-même devient de nouveau nommable, fondant anti- et post-capitalisme en une nomination positive qui ne soit pas simple négation de son autre, le communisme demeure le nom d'un futur émancipé. A en juger par son relatif regain, il semble que ce tranchant critique sans équivalent corresponde aujourd'hui à ce que requiert la structuration de la pensée et de l'action face à la déferlante libérale et à sa puissance dévastatrice : des principes et des perspectives. Mais alors, comment faire de nouveau jouer un rôle véritablement politique à une notion si défaite et si compromise ?

Une chose est du moins claire : s'affronter à la totalité de ses usages fait désormais irréversiblement partie de son sens et inscrit, de façon constitutive, l'examen historique critique au cœur même du projet politique transformateur. Ce qui est une bonne nouvelle. Ainsi, si en première approche, le communisme se présente comme cette contradiction qui lui serait seulement interne et qui met aux prises l'actualisation possible du terme et la menace permanente de son obsolescence et de son ineffectivité, cette contradiction se révèle être, plus fondamentalement, ce qui scinde le réel lui-même et réouvre l'histoire comme espace du choix politique collectif. Car si, comme le pensait Marx, le communisme n'est ni un projet alternatif par avance descriptible, ni un rêve vide, et si, ajouterons-nous, il n'est pas non plus soluble dans ses pires usages, c'est bien parce qu'il désigne avant tout le mouvement théorique et pratique par lequel une réalité se critique elle-même et envisage comme nécessaire son propre dépassement, modi-

fiant en retour les conditions qui ont rendu une telle critique pensable et possible. Permanence de la critique donc, comme l'envers des crises réelles les plus radicales.

Et la crise du capitalisme est plus que jamais la définition de ce dernier, insoluble donc. C'est pourquoi, si la résurgence présente de la question communiste indique et décrit à la fois la situation de crise généralisée qui est celle du capitalisme contemporain, gros non de son autodépassement assuré mais surtout de ses variantes aggravées, elle éclaire aussi son autre face, la crise des alternatives et l'urgence de leur reconstruction comme forces politiques, dynamiques sociales, puissances imaginaires et initiatives théoriques associées, capable de monter à l'assaut d'un mode de production qui ne disparaîtra pas de lui-même. Et c'est précisément cette créativité politique collective que le mot a su parfois si bien cristalliser et dont il reste en charge : il se peut que nous ne soyons qu'au tout début d'une séquence, qui permettra peut-être la reconfiguration et le réancrage politiques du terme.

Un tel réancrage suppose que la capacité reconstruite du communisme à désigner le dépassement-abolition du capitalisme se combine à sa capacité à devenir revendication mobilisatrice et populaire, visée et moyen d'une contre-hégémonie à construire. Ainsi, mais contre toute attente pourtant, et en dépit des résonances finales du terme, c'est aussi la question des médiations et des voies de transitions, celle de formes d'organisation et de lutte, des élaborations stratégiques et programmatiques que le communisme a le mérite de relancer. Cette actualité, si elle doit être durable, ne relève ni de la réduction de son usage à la labellisation d'organisations, ni de la poétisation du politique en finalité aussi sublime que vague. Son actualisation possible se joue très exactement dans l'entre-deux de la question de l'organisation et de celle des finalités politiques, interrogeant l'une comme l'autre et l'une par l'autre. L'enjeu est de rendre aussi concrète qu'orientée l'invention de transitions historiques, débutant par les luttes d'aujourd'hui même, comme puissance éruptive et fédérative, fermentation et construction politique, révolutionnaire donc, en un sens lui aussi à revivifier.

Beaucoup reste à faire pour qu'il soit envisageable, un jour, que prospèrent des fins sociales et politiques autres sur la terre brûlée que laissent derrière elles les politiques libérales en cours. Mais la colère et le sentiment d'injustice qu'elles répandent, la conflictualité sociale qu'elles avivent et la mémoire qu'elles réveillent font aussi partie de la perspective à faire renaître, pour autant que la réflexion stratégique fédère ces composantes en leur donnant leur dimension pleinement politique. Finalement, le communisme n'est sans doute rien d'autre que ce sens plein du mot « politique », colère comprise.

Pour rapidement quadriller ce qui est comme un chantier où fondations, ruines et constructions neuves se mélangent, on peut distinguer quelques questions. Le terme de communisme se présente comme l'indispensable agenda de ces tâches combinées, s'il doit un jour être possible d'échapper à la barbarie montante d'un capitalisme à la fois mondialisé, en crise et sans adversaire à sa hauteur, détruisant les hommes et la planète.

DE QUOI COMMUNISME EST-IL LE NOM ?

1. Il faut redire que le mot a une histoire longue, qu'on ne saurait réduire à ses mésusages staliniens et bureaucratiques. Né au XIX^e siècle, il construisit son sens en interaction complexe et permanente avec un autre vocable, celui de socialisme. Leurs nombreux avatars théoriques et politiques respectifs, tout au long du XX^e siècle, loin de justifier leur abandon pour des dénominations plus neuves, artificiellement nettoyées de l'histoire, restituent bien plutôt son héritage complexe à un effort de transformation radicale qui, en tant qu'effort, n'est pas nouveau et doit penser ses propres expériences, quelles qu'elles soient, sous peine de bégayer à l'infini.

2. C'est pourquoi cette dimension historique de la question est inséparable de celle que l'on qualifiera d'idéologique. Autre vieux mot lui aussi, mais qui n'a pas non plus perdu toutes ses virtualités critiques si on cesse de l'utiliser comme marqueur d'infamie ou schéma rigide. Non seulement il faut disputer à l'adversaire politique sa main-mise persistante sur la définition du communisme, mais il s'agit de bien mesurer les actuelles difficultés que rencontre désormais le discours libéral, en dépit de toute sa puissance institutionnelle. Il est devenu impossible de vanter le caractère libérateur de la restauration capitaliste dans les anciens pays dits « socialistes », tout comme il est devenu impossible de légitimer les politiques libérales par la promesse d'un accroissement du bien-être collectif ou le simple souci du bien commun. Mais cette crise idéologique collatérale n'est par elle-même prometteuse d'aucun effondrement à venir, tant elle peut conduire à un effondrement de la politique elle-même et à son remplacement par la gestion autoritaire, militaire et technocratique du monde, attisant les conflits religieux et ethniques, répandant un individualisme traversé de spasmes identitaires. C'est dire que la dimension émancipatrice et internationaliste du communisme doit demeurer et redevenir l'une de ses caractéristiques essentielles.

3. Par voie de conséquence, c'est bien la puissance politique encore vive de la notion qui lui confère sa spécificité, permettant l'intervention collective et réfléchie au sein d'une réalité sociale traversée par la divergences des intérêts et des oppositions de classes, conçus comme tels, sans omettre aucune des autres formes de domination qui lui font cortège, celle des femmes tout spécialement, et tant d'autres. Du fait de sa dimension éminemment politique, le retour du terme de « communisme » pose aussi la question de la « forme-parti », loin de toutes les caricatures qui y voient la cause fatale des bureaucraties et des dérives autoritaires, mais en poursuivant l'analyse de ces dernières. Une telle analyse permet seule de comprendre que le stalinisme et ses dérivés ne relèvent en rien du communisme mais qu'ils aient cependant succédé à un processus révolutionnaire. Quant à l'actualité de la question de l'organisation, elle est flagrante : bien au-delà du seul cas français, la crise présente de la social-démocratie, celle des anciens partis communistes, les transformations du champ syndical, l'émergence d'une gauche radicale, mais aussi les dénis constants de démocratie et de droit réouvrent le dossier de ce que Marx nommait « vraie démocratie ». Une vraie démocratie livrant à la décision informée des salariés

l'organisation du travail, le partage des richesses, et tout particulièrement la grande propriété privée, dont la redéfinition a toujours été au cœur de la perspective communiste.

4. Enfin, et en relation avec ce qui doit redevenir sa portée stratégique, le terme véhicule la question générale non seulement des médiations mais aussi des transitions et des expériences historiques, question décisive pour construire une perspective anticapitaliste contemporaine qui ne reste pas cantonnée à l'action défensive, ni à l'espace national. Pour ne pas rester seulement formelle et elle aussi doctrinaire, une telle question doit être réinscrite dans son passé et son présent en tant qu'ils offrent des lieux d'expérimentations multiformes. C'est cette histoire que tend par-dessus tout à nier le récit libéral officiel, par ses amalgames et ses condamnations, mais surtout par son pouvoir d'occultation et de falsification. Le récit médiatique aujourd'hui dominant des expériences politiques et sociales latino-américaines en est un bon exemple. S'il est aussi peu envisageable que souhaitable de rendre descriptif le terme de communisme, il s'agit bien de le penser comme visée définie par l'abolition des rapports d'exploitation et de domination, ayant à ce titre très concret engendré des séquences politiques de mobilisation et d'émancipation, de la Commune de Paris aux diverses expériences conseillistes, des révoltes indigénistes et des soulèvements populaires à toutes les réappropriations radicales de l'instrument de production par les producteurs eux-mêmes. Cet enjeu-là n'est nullement « mémoriel ». Il concerne directement la façon dont des efforts de transformation anticapitalistes doivent être en mesure de se réapproprier leur propre histoire, dans toute sa complexité. Seul le retour sur ces inventions en circonstances permettra d'arracher le terme de communisme à sa condamnation mais tout autant à sa transformation en idée régulatrice et en horizon inaccessible.

C'est cet énorme massif d'interrogations qu'il faut désormais affronter ensemble, parce qu'elles hantent de fait des revendications et des luttes se voulant victorieuses, enfin. Le spectre du *Manifeste* a mille visages désormais, mais ils ne font cependant qu'un, si parler de communisme doit enfin permettre de lier avenir et histoire, finalités et médiations, contenus et formes, transitions et mouvement, afin, décidément, d'abolir le capitalisme.